

[Text]

## EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

Friday, December 14, 1990

• 0942

**The Chairman:** I call this meeting to order. We will begin with two witnesses, Professor John Hannigan and Dr. Rakowska Harmstone. I suggest that they each take 10 minutes or so for opening comments and then we will get into the questions.

However, I need to have something approved by the committee. Because these witnesses have appeared on such short notice, Professor Hannigan's brief is in English only, and I need the committee's permission to accept it. I am sorry, but it was just yesterday that we firmed this up.

**Some hon. members:** Agreed.

**Professor John Hannigan (Research Professor, Institute for Soviet and East European Studies, Carleton University):** The comments I want to make this morning are fairly general in nature, but I would like to go through a few of the points in the handout you received. I chose these points because I think they relate to the question of the establishment of the European Bank for Reconstruction and Development.

The first point I would like to make is that at present there is a real antipathy toward the state in the countries of eastern and central Europe. One can understand this given what has happened in these countries over the last 45 years. I think it is important to appreciate this mood in these countries because it has led to quite dramatic changes in the way they approach questions regarding the economic system.

As I noted in the brief, it has led to a kind of deification of the market system. In the eyes of many central Europeans, the market economy has become as fundamental a principle as human rights, and this is reflected in the preamble to the agreement establishing the bank. One of the consequences of this is that privatization is looked upon as a goal in and of itself, rather than being seen as an economic process that will lead toward either an improvement in the economy or a more stable and sounder economy.

• 0945

The second point is that there is no quick fix for the economic problems in these countries. We are not just looking at movement from a state-run economy to a mixed economy based on market principles. In the context of the bank, it is important to note that capital markets, one of the aspects of a market economy we take for granted, simply do not exist. Those starting now are in a very incipient stage, so you cannot just say suddenly that we are going to switch to a market-based economy and we are going to privatize. There is an incredible amount of work to lay the groundwork for operating a market-based economy. The capital market is just one of many examples.

[Translation]

## TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

Le vendredi 14 décembre 1990

**Le président:** Je déclare la séance ouverte. Nous allons commencer par entendre deux témoins, le professeur John Hannigan et M<sup>me</sup> Rakowska Harmstone. Je suggère qu'ils nous fassent leurs remarques d'ouverture pendant une dizaine de minutes chacun avant que nous passions aux questions.

Toutefois, je dois faire approuver quelque chose par le comité. Étant donné que les témoins comparaissent avec un très court préavis, le mémoire du professeur Hannigan est en anglais seulement et je dois obtenir la permission des membres du comité pour l'accepter. Je suis désolé, mais ce n'est qu'hier que la décision a été finalisée.

**Des voix:** D'accord.

**M. John Hannigan (professeur, Institute for Soviet and East European Studies, Université Carleton):** Les commentaires que je vais faire ce matin sont d'ordre très général, mais j'aimerais passer en revue quelques-uns des points qui figurent dans le document qui vous a été remis. J'ai choisi ces points parce qu'ils ont à mon avis un rapport avec la question de la création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement.

Tout d'abord, je tiens à souligner qu'il existe à l'heure actuelle une véritable antipathie à l'égard de l'État dans les pays de l'Europe centrale et orientale. Ce sentiment est tout à fait compréhensible étant donné ce qui s'est passé dans ces pays au cours des 45 dernières années. À mon avis, il est important d'être conscient de ce sentiment qui existe dans ces pays car il a provoqué des changements assez radicaux dans leur façon d'aborder les questions concernant le système économique.

Tel que mentionné dans mon mémoire, ce sentiment a provoqué une sorte de déification de l'économie de marché. Aux yeux de bon nombre d'habitants de l'Europe centrale, l'économie de marché est devenue un principe aussi fondamental que les droits de la personne et cela est reflété dans le préambule de l'accord portant création de la banque. Par conséquent, cette privatisation est considérée comme un but en elle-même et par elle-même, au lieu d'être considérée comme un processus économique qui aboutira à une amélioration de l'économie ou à l'établissement d'une économie plus stable et plus saine.

Le deuxième aspect c'est qu'il n'existe pas de remède miracle aux problèmes économiques dans ces pays. Il ne s'agit pas du simple passage d'une économie d'État à une économie mixte fondée sur les principes du marché. Dans le contexte de la banque, il importe de faire remarquer que les marchés financiers, qui représentent l'un des aspects d'une économie de marché que nous tenons pour acquis, n'existent tout simplement pas. Ceux qui commencent à l'heure actuelle en sont vraiment à leurs tout débuts, si bien qu'il est impossible de dire soudain que l'on va passer à une économie de marché et que l'on va privatiser. Il y a un travail énorme à accomplir pour jeter les bases d'une économie de marché. Le marché financier n'en est qu'un des nombreux exemples.